

8000 JEUNES RURAUX D'EUROPENOUS DISENT...

Le MIJARC, mouvement de la jeunesse catholique rurale, a procédé, en mai 1965, à une enquête par interviews auprès de 8 000 jeunes ruraux de dix pays d'Europe, (les six pays de la Communauté européenne, l'Autriche, la Suisse, l'Espagne et le Portugal), choisis parmi les 20 000 participants au "Festival européen" de Stuttgart.

Les résultats de cette enquête, réalisée sous le contrôle scientifique du "Studiecentrum voor Jeugdwerk" de Louvain, viennent d'être publiés avec l'aide du Service de Presse et d'Information des Communautés européennes, sous forme d'une brochure de 231 pages (1).

On y trouve des renseignements du plus grand intérêt sur les attitudes des jeunes ruraux de 17 à 26 ans face à leur avenir et face à la société. Un chapitre porte sur "les jeunes ruraux et l'Europe: leurs opinions sur ce que le Marché Commun représente pour les agriculteurs et l'utilisation qu'ils font des grands moyens d'information pour suivre les problèmes de Marché Commun."

Que pensent les jeunes ruraux du Marché Commun?

Un peu plus de trois jeunes ruraux sur dix estiment que le Marché Commun représente une amélioration de leur situation; un sur dix est d'avis qu'il aggrave la situation des agriculteurs; un autre pense qu'il

(1) Service Etudes et Documentation de MIJARC,
Diestse Vest 24, Leuven, België

ne change en rien cette situation: quatre sur dix n'ont pas d'opinion sur la question.

Les différences entre les groupes d'âge sont peu marquées; en revanche, les jeunes filles sont beaucoup plus nombreuses que les jeunes gens à ne pas prendre position, mais, parmi les jeunes qui expriment une opinion, les jeunes filles sont un peu plus optimistes que les jeunes gens.

Opinions des jeunes ruraux sur le Marché Commun
suivant le sexe

	<u>Jeunes gens</u>	<u>Jeunes filles</u>	<u>Ensemble</u>
	<u>%</u>	<u>%</u>	<u>%</u>
Le Marché Commun représente pour les agriculteurs:			
- une amélioration	39.5	30.4	35.4
- une aggravation	14	8.8	11.7
- aucun changement	9.4	7.3	8.5
- sans opinion	37.1	53.5	44.4
<u>Total</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Les différences d'opinion sont très sensibles suivant les pays. On est frappé tout d'abord par le fait que les jeunes des six pays du Marché Commun sont relativement plus nombreux à escompter une amélioration de la situation des agriculteurs que les jeunes des quatre autres pays qui n'en font pas partie. Mais, à y regarder de plus près, le clivage s'opère non pas entre ces deux groupes de pays, mais entre les pays nordiques, d'une part, et les pays méridonaux, d'autre part, (auxquels vient s'ajouter la Suisse). Le pourcentage des "optimistes" est même plus élevé en Autriche et en Espagne qu'en France et en Allemagne.

.../...

Le Portugal détient le record des "sans opinion".

Le Portugal et la Suisse sont, par ailleurs, les seuls pays où le nombre de jeunes qui estiment que le Marché Commun aggrave la situation des agriculteurs est plus élevé que le nombre de jeunes qui émettent l'opinion inverse.

Opinions des jeunes ruraux sur le Marché Commun
suivant les pays

Le Marché Commun représente pour les agriculteurs:

	<u>une</u> <u>amélioration</u>	<u>une</u> <u>aggravation</u>	<u>aucun</u> <u>changement</u>	<u>sans</u> <u>opinion</u>	<u>Total</u>
Benelux	53.2	4.4	7.9	34.5	100
Allemagne	36.1	24.3	9.2	30.4	100
France	37.8	12.8	16.3	33.1	100
L'Italie	28.8	10.7	8.6	51.9	100
Communauté européenne	34.8	14.7	10.9	39.6	100
Autriche	51.9	7.4	5.4	35.3	100
Espagne	46.5	3.5	1.5	48.5	100
Portugal	1.9	6.7	8.8	82.6	100
Suisse	17.3	27.6	4.7	50.4	100
Pays tiers	36.8	5.6	3.3	54.3	100
Ensemble des 10 pays	35.4	11.7	8.5	44.4	100

.../...

On constate, sans surprise, que la proportion des jeunes "sans opinion", fort élevée parmi ceux qui n'ont pas dépassé le stade de l'école primaire, diminue au fur et à mesure que l'on se trouve devant des catégories de jeunes plus scolarisées. Parmi ces derniers, cinq sur dix escomptent une amélioration de leur situation, au lieu de trois sur dix parmi ceux qui sortent de l'enseignement primaire. Mais une meilleure instruction rend aussi plus critique: ainsi, dans le groupe des jeunes qui ont suivi un enseignement agricole complet, on trouve à la fois la plus forte proportion d'avis pessimistes et la plus forte proportion d'opinion suivant laquelle le Marché Commun ne change rien à la situation.

Une autre comparaison intéressante a été faite: celle des opinions exprimé par des jeunes dont les parents gèrent des exploitations de dimensions différentes. Le pourcentage de "sans opinion" est particulièrement élevé dans les très petites exploitations; il est néanmoins plus élevé dans les exploitations de plus de 50 hectares que dans celles de 10 à 50 hectare (1). Parmi ceux des jeunes qui expriment une opinion précise, le pourcentage des optimistes est à peu près le même, quelle que soit la taille de l'exploitation des parents:

58.5%	dans les exploitations de	5 à 10 ha.
59.3%	" " " "	10 à 20 ha.
60.4%	" " " "	20 à 50 ha.
62.6%	" " " "	plus de 50 ha.

.../...

(1) La dimension de l'exploitation est un critère assez grossier. Il eut été préférable de distinguer entre petites et grandes exploitations dans différentes catégories d'exploitations (élevage, polyculture, viticulture etc...). Les travaux de l'Institut français d'opinion publique ont montré que, dans toutes les catégories d'exploitations, l'intérêt pour l'actualité politique est plus faible chez les cultivateurs des petites exploitations. (Cf. Sondages, No. 3-4/1966).

Les principales améliorations que les jeunes agriculteurs - c'est-à-dire ceux des jeunes ruraux qui exercent ou se préparent à exercer une activité professionnelle agricole - attendent du Marché Commun concernent, en premier lieu, la production et, en deuxième lieu, les prix.

La principale appréhension porte sur une éventuelle baisse des prix.

Comment les jeunes ruraux s'informent-ils sur le
Marché Commun

On pourrait s'attendre à ce que les jeunes qui n'ont pas exprimé d'opinion (quatre jeunes gens et plus de cinq jeunes filles sur dix de chaque sexe; un tiers des jeunes Allemands, des jeunes Français, des jeunes du Benelux et plus de la moitié des Italiens) soient peu ou mal informés. C'est ce que confirme l'enquête.

Dans l'ensemble de l'échantillon, 45% des jeunes gens et seulement 27% des jeunes filles suivent les informations sur le Marché Commun dans la presse ou à la radio.

Les plus jeunes cherchent moins à s'informer que les plus âgés, de même que ceux qui n'ont fait que des études primaires et ceux dont les parents tiennent une petite exploitation.

Les jeunes des pays méridionaux sont particulièrement coupés des grands moyens d'information:

..../...

Suivent les informations sur le Marché Commun

	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Pas de réponse</u>
	%	%	%
Benelux	40.8	50.6	8.5
France	44.6	44.6	10.8
Italie	25.1	63.1	11.8
Allemagne	62.4	30.4	7.2
Portugal	14.6	69.3	16.1
Espagne	26.8	59.6	13.6
Autriche	53.9	41.7	4.4
Suisse	34.6	44.1	21.3
<u>Ensemble de 10 pays</u>	<u>37.0</u>	<u>51.7</u>	<u>11.3</u>

Mais il est intéressant de constater qu' un jeune sur deux - et cette fois presque autant de jeunes filles que de jeunes gens - juge qu'il est utile pour les jeunes agriculteurs, d'étudier la politique agricole commune et ses conséquences.

Il existe donc une nette différence entre le comportement et les aspirations des jeunes ruraux d'Europe: moins de quatre sur dix, comme on l'a vu plus haut, suivent dans la presse ou à la radio les informations sur le Marché Commun, tandis que cinq sur dix jugent utile (tout au moins pour les jeunes agriculteurs) de se documenter sur le Marché Commun.

C'est en Allemagne et en Autriche que l'on trouve la plus forte proportion (70%) de jeunes qui jugent cette étude utile. La proportion varie de 50 à 55% dans les pays du Benelux, en France et en Suisse, mais elle est seulement de 47% en Espagne, de 32% en Italie et de 29% au Portugal. Encore une fois les trois pays méridionaux

.../...

se retrouvent ensemble: mal informés et peu soucieux de s'informer.

Que faire?

Les auteurs de l'enquête se demandent, en conclusion, si les moyens d'information sur le Marché Commun sont suffisamment adaptés au jeune public rural, et notamment si les canaux par lesquels l'information est diffusée sont les meilleurs possibles. Sans doute conviendrait-il d'augmenter cette information dans son volume, de mieux l'adapter dans son contenu et de la rendre plus efficace en la diffusant par l'intermédiaire des mouvements de jeunesse, des organisations professionnelles et des publications auxquels les jeunes ruraux accordent leur confiance.

J.-R. RABIER.